

Pays de la censure: Internet n'est plus l'oasis des libertés

Une étude menée par l'OpenNet Initiative (ONI), issue de célèbres universités, montre que de nombreux gouvernements continuent de censurer la Toile.

Sur 41 pays sondés, près de **15** procèdent au filtrage des informations disponibles sur le Web et se livrent à une censure active. La « *net liberté* » se rabougrit comme peau de chagrin.

L'OpenNet Initiative est animée par de prestigieuses universités comme Cambridge, Harvard, Oxford et Toronto.

La censure progresse donc sur Internet. Or, il s'agit d'un véritable espace de liberté, un « *continent virtuel* » selon l'expression du français Jacques Attali, qui permet, des avancées remarquables et concrètes en matière de communication entre les peuples. L'éducation permet l'émancipation. Certains dirigeants ont tout intérêt à garder leur peuple dans l'ignorance et la pauvreté?

Il y a cinq ans, une étude similaire montrait qu'il n'y avait que très peu de pays ainsi visés. Or, la liste n'a cessé de s'allonger ces dernières années.

Les gouvernements les plus rigides ne bloquent plus seulement les sites Web de « dissidents »; ils se barricadent également face aux applications comme Google Earth ou Maps ou face au trublion de la VoIP, Skype.

John Palfrey, professeur de droit à l'université de Harvard, constate: *» Si une certaine régulation est nécessaire, le filtrage et la surveillance du réseau entraînent des violations de libertés individuelles et érodent sérieusement la capacité de ce formidable outil de communication global qu'est Internet. »*

Les principales raisons invoquées pour justifier ce filtrage intensif et cette censure parfois violente sont : les manœuvres politiciennes (blocage des sites de l'opposition) ; les murs locaux (interdiction du jeu, de la prostitution et de la pornographie) et la sécurité nationale (blocage des sites contestataires, anarchistes ou radicaux).

Selon les pays, l'approche est différente. Par exemple, la Chine, l'Iran et l'Arabie Saoudite s'adonnent à un filtrage qualifié de « *brutal* ». Tandis qu'en Corée du Sud, on ne déploie qu'un seul filtre et il concerne la... Corée du Nord – co-habitation houleuse oblige.

L'Iran est un des pays où la censure est la plus généralisée. Elle vise tous les domaines : l'univers politique, les questions sociales et la sécurité nationale.

Aucune preuve de filtrage gouvernemental n'a été découverte dans au moins 14 pays dont l'Afghanistan, l'Égypte, l'Irak, Israël, les territoires palestiniens, la Malaisie, le Népal, le Venezuela et le Zimbabwe.

Les pays européens et les États-Unis ne font pas partie de l'étude, non pas qu'ils n'utilisent jamais la censure, mais parce que l'enquête visait les pays où les pratiques de gouvernance de la Toile sont les moins connues.

Dans un futur proche, l'ONI va étendre son analyse à ces pays en menant notamment des recherches dans les cybercafés.

Les pays épinglés: - Azerbaïdjan - Bahreïn - Birmanie/Myanmar - Chine - Éthiopie - Inde - Iran - Jordanie - Libye - Maroc - Oman - Pakistan - Arabie Saoudite - Singapour - Corée du Sud - Soudan - Syrie - Tadjikistan - Thaïlande - Tunisie - Turkménistan - Émirats arabes unis - Ouzbékistan - Vietnam - Yémen